



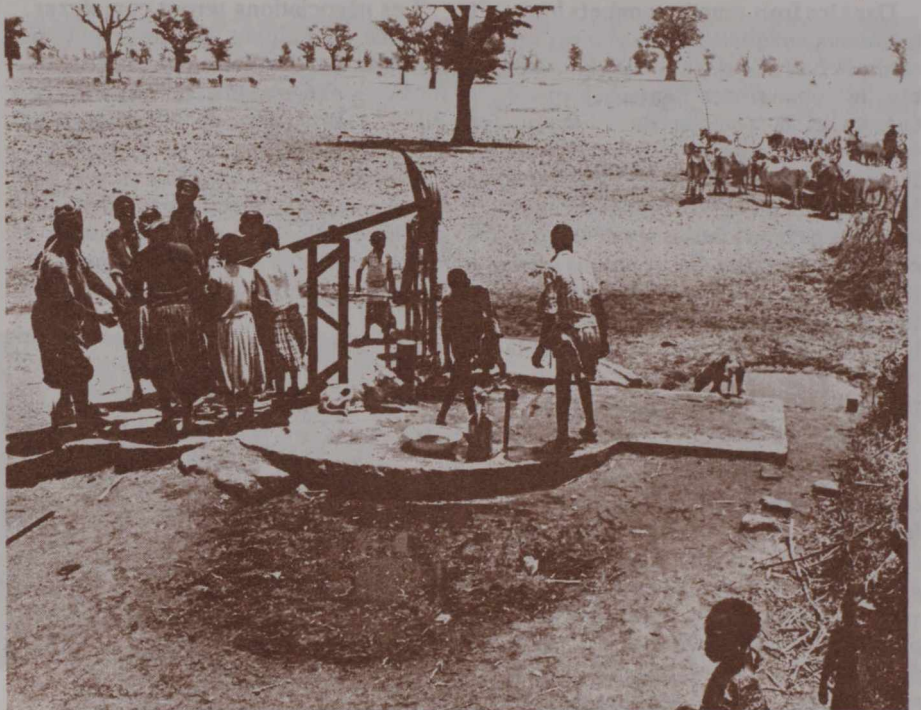
→
jectif d'une aide représentant 0,7 % de son produit national brut d'ici la fin de la décennie tel que recommandé par le comité parlementaire des Communes. L'accroissement de l'aide au développement a d'ailleurs été l'une des premières préoccupations du gouvernement canadien depuis le mois de mars 1980.

Quant au FMI, il est important que cette instance puisse répondre aux besoins de tous ses membres. «*Nos préoccupations au sujet de la réforme structurelle du système monétaire international et de son processus de prise de décision doivent s'inspirer de notre but ultime, soit de voir ce système fonctionner efficacement... Les déséquilibres actuels et futurs de la balance de paiements sont des défis de taille, ils exigeront une coopération internationale très étroite.*»

La question de l'énergie étant d'un intérêt tout aussi vital pour le Canada que pour les autres pays, le programme énergétique national du gouvernement canadien a prévu une initiative importante pour aider les pays en voie de développement qui importent du pétrole. En effet, une nouvelle entreprise, Pétro-Canada International, a été créée pour faire l'exploration pétrolière uniquement dans les régions en développement, là où les multinationales du pétrole hésitent souvent à investir. Quelque 250 millions de dollars ont déjà été affectés à ce programme.

Dans la même veine, le gouvernement canadien est favorable au projet d'une «*filiale énergétique*» de la Banque Mondiale. Un tel organisme offrirait la possibilité de contribuer au «*recyclage*» des excédents pétroliers tout en s'attaquant à la question fondamentale de l'offre d'énergie.

Quant aux institutions multilatérales, le Canada entend faire de son mieux pour maintenir son aide à ces institutions. Ainsi le gouvernement a demandé au Parlement d'approuver un paiement de 165 millions de dollars à la filiale de prêt de la Banque Mondiale, l'AID, à des conditions avantageuses. Ce paiement permet à l'AID de maintenir ses activités en attendant les



● Un puits, source de vie et de développement.

contributions des principaux donateurs.

Au-delà de ses propres efforts, le gouvernement canadien fera son maximum pour promouvoir la mise au point de nouvelles sources et de nouveaux mécanismes d'aide multilatérale.

Par-dessus tout, il faut que le peuple canadien participe et qu'il comprenne l'importance du dialogue Nord-Sud. En fait, une forte participation existe déjà dans diverses collectivités à travers tout le pays. C'est grâce à des centaines d'organismes non gouvernementaux (ONG) que les Canadiens reçoivent directement des nouvelles du Sud et que les ressources matérielles et techniques des Canadiens y sont transmises. L'Institut Nord-Sud du Canada a également apporté une contribution importante à la sensibilisation du public.

Lors de sa visite officielle en janvier 1981 au Brésil, le Premier ministre Trudeau a déclaré que «*le défi de la stabilité économique globale et de la justice est un défi politique, une manière de tester la bonne volonté et le*

courage des gouvernements dans le monde et de coopérer à la longue et difficile lutte pour mettre de l'ordre dans un monde menacé par le chaos.»

Soulignant qu'on s'accorde de plus en plus sur le fait que les institutions internationales doivent constamment s'adapter à l'évolution des besoins de chaque pays, M. Trudeau a déclaré que «*le Canada croit fermement que des solutions globales doivent être trouvées - et rapidement - aux problèmes que connaît le monde.*»

Le Canada espère que les conférences et les échanges sur les rapports Nord-Sud du Sommet canadien seront aussi fructueux et constructifs que possible. C'est pourquoi il attache une importance primordiale à une compréhension plus approfondie des préoccupations et des priorités des pays en développement et de celles de ses partenaires du sommet de même que des secteurs susceptibles de progrès réel. ■

(1) Extrait d'une allocution prononcée par l'Honorable Allan Mac Eachen.